

# Heuliez : le jour de Loire est arrivé

Président de la région des Pays de la Loire, Jacques Auxiette confirme qu'il est prêt à entrer dans le capital d'Heuliez. A hauteur, lui aussi, de cinq millions.

Il faudra encore batailler pour trouver les investisseurs privés qui acceptent de s'associer aux fonds publics afin d'apporter à Heuliez l'oxygène financier dont il a besoin, mais l'après BKC semble déjà engagé.

**“ Investir dans Heuliez, c'est aider à convaincre les investisseurs privés ”**

Dernière étape en date, l'information surprise donnée samedi par Jacques Auxiette, président de la région voisine des Pays de la Loire : il se dit « favorable » à l'entrée de la collectivité qu'il préside dans le capital de l'entreprise cerizéenne. « J'ai suivi dans la presse l'évolution de ce dossier et compris que les difficultés étaient toujours là nous déclarait-il, samedi soir, au téléphone. Vendredi, j'ai pris l'ini-

tiative d'appeler Ségolène Royal pour lui faire part de notre intention en expliquant que si cette démarche pouvait être utile, dans le but confirmer la confiance que nous avons dans cette entreprise, nous étions prêts à agir ».

Jacques Auxiette s'appuie sur la crédibilité locale du projet de voiture électrique mais aussi sur la dimension humaine qui touche sa région : 35 % des actuels salariés d'Heuliez vivent soit en Vendée, soit en Maine-et-Loire, deux des composantes des Pays-de-la-Loire. « Cette proposition ne relève pas d'une circonstance électorale comme on va sûrement le prétendre, mais bien parce que l'économie et l'emploi sont de nos compétences et que ce sont là, en permanence, deux piliers de notre action. »

L'effet de surprise est réel. De toute évidence, la région des Pays de la Loire ne faisait pas partie du « Plan B » destiné à trouver des investisseurs afin de pallier à ce qui ressemble de plus en plus à une défaillance



Jacques Auxiette se dit prêt à investir cinq millions dans le capital d'Heuliez.

de Bernard Krief Consulting. « Investir dans Heuliez, insiste encore Jacques Auxiette, c'est aider à convaincre les financeurs privés que l'on doit se mo-

biliser autour d'un tel projet d'entreprise. C'est une démarche comparable à celle que nous menons, dans notre propre région, envers les chantiers navals qui sont touchés, eux aussi, par la crise. C'est, je le répète, l'une de nos compétences majeures et non pas une compétence électorale du moment ».

Avec les dix millions (toujours bloqués) du FSI, les cinq millions de Poitou-Charentes, les fonds publics pourraient ainsi s'élever à vingt millions d'euros dans le capital d'Heuliez.. En sachant que pour respecter les règles bancaires européennes, cette somme ne doit pas représenter plus de 49 % du capital pour laisser le secteur privé majoritaire. En d'autres termes, ce ne sont plus seize mais bien un apport extérieur de plus de vingt millions qu'il faudra trouver au plus vite si l'aide de la région des Pays de la Loire se confirme.

Philippe Barbotte  
nr.niort@nrco.fr

## la phrase

**« Je suis, à 95 %, à peu près certain de trouver une solution de substitution ».**

C'est en ces termes, plutôt tranchés, que le ministre de l'Industrie, Christian Estrosi, s'est exprimé hier, sur les ondes de RTL, lorsque la question de l'avenir d'Heuliez lui a été posée. « Je ne veux pas, dans l'instant, nourrir de faux espoirs chez les salariés mais, je suis à peu près certain de trouver une solution de substitution ». Dès vendredi, Dominique Bussereau, tête de liste UMP aux régionales mais aussi membre du gouvernement, donc bien informé des démarches entreprises par ses collègues dans l'intérêt de « son » territoire, avait laissé entendre que le gouvernement regardait « les choses de près ». Les propos de Christian Estrosi valident clairement le peu de crédit désormais accordé au projet d'investissement porté par Bernard Krief Consulting. L'ensemble de la classe politique, qu'elle soit de gauche ou de droite, se rejoint sur ce point.

## ••• Salariés : le moral devrait remonter

Du côté des salariés Heuliez l'ambiance était « plutôt morose » la semaine dernière. Pour les huit jours à venir ceux-ci, sur le site cerizéen, sont presque tous en chômage partiel afin d'équilibrer financièrement les charges de production et d'études. Cela se fait trimestriellement depuis la reprise de l'entreprise par BKC (Bernard Krief Consulting) en août dernier.

« Quand les salariés vont apprendre que la région Pays-de-la-Loire apporte 5 millions d'euros et que le ministre Christian Estrosi est sûr à 95 % de pallier à l'éventuelle défaillance de BKC avec des investisseurs privés, le moral des salariés va quand même remonter un peu », déclarait hier Jean-Emmanuel Vallade, délégué CFE-CGC chez Heuliez.

**“ Une politique volontariste est nécessaire ”**

Selon ce dernier il est intéressant que deux grandes régions comme Poitou-Charentes et Pays de la Loire s'associent sur



La semaine dernière, le moral des salariés était qualifié de morose chez Heuliez par les cadres de la CFE-CGC.

le développement du véhicule électrique. « Même au plan national il est toujours intéressant que des regroupements se fassent sur l'ensemble des projets, y compris avec ceux, plus modestes, des voitures électriques sans permis. » Dans ce sens la volonté affichée du ministre Christian Estrosi, réjouit également Jean-Emmanuel Vallade. « Aux Etats-Unis, les universités travaillent sur les nouvelles technologies. Je pense aux amé-

lions sur lesquelles nous devons encore travailler, comme la recharge des batteries au lithium. Il faut compter 4 à 6 heures pour la Friendly d'Heuliez mais nous pouvons encore faire mieux ». Jean-Emmanuel Vallade évoque également l'implantation des bornes de recharge pour ces voitures électriques. « Une politique nationale volontariste est nécessaire ».

P.E.

## le billet

### Ballottés entre doute et espoir

Ils avaient cru aux dollars venus d'Inde. Échaudés, presque craintifs, ils avaient été rassurés par les engagements concomitants de l'État, la région Poitou-Charentes et BKC, le 22 décembre dernier. Comme un cadeau de Noël avant l'heure pour plusieurs centaines de salariés. Mais, à peine l'année 2010 était-elle entamée que les interrogations se substituaient aux certitudes. Après le chaud, une météo sociale à l'image du temps qui s'installait dehors, de plus en plus froide. Un manteau de volonté sur les épaules, une écharpe autour du cou venant cacher les lèvres pour ne pas trahir de nouvelles craintes, les salariés d'Heuliez attendaient le versement de ces fameux seize millions d'euros promis par BKC pour réchauffer leurs espoirs. Ils attendent toujours. De moins en moins optimistes, en proie de nouveau au doute. Terrible expérience humaine pour des hommes et des femmes qui ne savent plus à quel investisseur privé se vouer. Eux qui ne demandent qu'à utiliser leur savoir-faire, qu'à vivre une expérience nouvelle et innovante, celle de la voiture électrique à grande échelle, restent ballottés par les fausses promesses et les pseudo-engagements. Aujourd'hui, on leur parle d'un « Plan B » forcément synonyme de défaillance quelque part. Ont-ils encore envie d'y croire ? Ont-ils vraiment le choix ?

Ph.B.

## à chaud

Jean Grellier, député et acteur incontournable de l'opération sauvetage menée en faveur d'Heuliez, n'était pas dans le secret des dieux. Il a accueilli la nouvelle avec plaisir, soulignant que son caractère inattendu n'était pas pour autant exceptionnel : « Il y a quelques années, lorsque la situation de l'entreprise était délicate et parce que différents sites étaient implantés sur leurs territoires respectifs Poitou-Charentes et Pays de la Loire s'étaient associées pour garantir un important emprunt de France-Champignon » rappelle-t-il volontiers.